

- (2) Les autorités gouvernementales compétentes concluent des arrangements administratifs pour faciliter la mise en application effective du présent Accord et se consultent annuellement, ou à tout autre moment à la demande d'une des Parties. Ces consultations peuvent prendre la forme d'un échange de correspondance.
- (3) Sur demande, chaque Partie informera l'autre des conclusions du rapport le plus récent de l'Agence sur les activités de vérification menées par l'Agence sur son territoire en ce qui concerne les matières nucléaires assujetties au présent Accord.

ARTICLE X

Tout différend portant sur l'interprétation ou sur l'application du présent Accord qui n'est pas réglé par la voie de négociation ou de toute autre manière convenue par les Parties est soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, à un tribunal d'arbitrage composé de trois arbitres. Chaque Partie désigne un arbitre, qui peut être le national de la Partie qui le désigne. Les deux arbitres ainsi désignés en choisissent un troisième, ressortissant ni de l'une ni de l'autre Partie, qui préside le tribunal. Si, dans les trente (30) jours de la demande d'arbitrage, l'une des Parties, ou l'autre, n'a pas désigné d'arbitre, l'autre Partie au différend peut demander au président de la Cour internationale de Justice de nommer un arbitre pour la Partie qui ne l'a pas fait. Si, dans les trente (30) jours de la désignation ou de la nomination des arbitres pour les deux Parties, le troisième arbitre n'a pas été choisi, l'une des Parties, ou l'autre, peut demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer le troisième arbitre. Toutes les décisions sont prises par vote majoritaire de tous les membres du tribunal d'arbitrage. La procédure d'arbitrage est fixée par le tribunal. Les décisions du tribunal lient les Parties et elles doivent les exécuter. La rémunération des arbitres est établie sur la même base que celle des juges *ad hoc* de la Cour internationale de Justice.